
MARCHÉ DE L'ÉTAT

établi en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Cahier des clauses administratives et techniques
n°25D30060 du 01/04/2025

Objet du marché : Acquisition de prestations d'entité en charge de la maintenance et d'abonnement à un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) pour les wagons affectés au service militaire du chemin de fer (SMCF)

Sommaire

Article 1.	<i>Documents contractuels.....</i>	3
Article 2.	<i>Objet et validité du marché.....</i>	4
2.1	<i>Objet de du marché.....</i>	4
2.2	<i>Libellés des postes.....</i>	4
2.3	<i>Durée de validité du marché.....</i>	4
2.4	<i>Montant du marché.....</i>	4
Article 3.	<i>Modalités de détermination des prix.....</i>	5
3.1	<i>Nature des prix.....</i>	5
3.2	<i>Unité monétaire.....</i>	5
3.3	<i>Date d'établissement des prix.....</i>	5
3.4	<i>Régime des prix.....</i>	5
Article 4.	<i>Conditions de paiement.....</i>	6
4.1	<i>Avance.....</i>	6
4.2	<i>Conditions d'envoi des factures.....</i>	6
4.3	<i>Délai global de paiement.....</i>	7
Article 5.	<i>Délais.....</i>	8
5.1	<i>Délais.....</i>	8
5.2	<i>Date de début d'exécution.....</i>	8
5.3	<i>Définition des délais.....</i>	8
5.1	<i>Prolongation du délai d'exécution - Sursis.....</i>	8
5.2	<i>Pénalités de retard.....</i>	8
Article 6.	<i>Conditions d'exécution.....</i>	9
6.1	<i>Assurance qualité des fournitures (AQF).....</i>	9
6.2	<i>Livraison.....</i>	9
6.3	<i>Opérations de vérification.....</i>	9
6.4	<i>Forme des notifications et communications.....</i>	11
Article 7.	<i>Propriété intellectuelle.....</i>	12
Article 8.	<i>Obligations particulières.....</i>	13
8.1	<i>Stipulations applicables en cas de travaux effectués dans un organisme de la défense.....</i>	13
8.2	<i>Protection des données à caractère personnel (RGPD).....</i>	13
Article 9.	<i>Garanties.....</i>	15
9.1	<i>Garanties des prestations.....</i>	15
Article 10.	<i>Clauses administratives diverses.....</i>	16
10.1	<i>Identité des personnes ayant reçu délégation de signature pour avoir la qualité de Représentant.....</i>	16
10.2	<i>Adresses des points de contact.....</i>	16
10.3	<i>Résiliation.....</i>	16
10.4	<i>Opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire.....</i>	16
10.5	<i>Recours gracieux et amiables.....</i>	16
10.6	<i>Tribunal compétent.....</i>	17
Annexe I.	<i>Échéanciers de demande d'acomptes et de paiement partiel définitifs.....</i>	18
Annexe II.	<i>Spécifications techniques.....</i>	19

Article 1. Documents contractuels

Le présent marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (modèle ATTRI1 adapté) et ses annexes ;
2. le cahier des clauses administratives particulières et technique (CCA/TP) et ses annexes ;
3. Le CAC Armement : cahier des clauses administratives communes « Armement », version 3, du 14 janvier 2022 ;

et dans le cadre du chapitre VII relatif à la propriété intellectuelle, le sous-chapitre 2 relatif aux marchés de la défense portant sur des phases individuelles ou combinées de développement de production et de soutien en service, et le sous-chapitre 4 relatif aux brevets, licences d'exploitation et redevances.

et son chapitre IX relatif au traitement d'une non-conformité, à l'émission et au traitement d'une demande de dérogation ;

4. L'offre reçue le XX/XX/XX sous la référence.

Article 2. Objet et validité du marché

2.1 Objet de du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition de prestations d'entité en charge de la maintenance et d'abonnement à un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) pour les wagons affectés au service militaire du chemin de fer (SMCF).

2.2 Libellés des postes

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations suivant les postes définis ci-dessous :

Poste	Libellé du poste
1	Fonction A de l'ECE
2	Fonction B de l'ECE
3	Accès à la base de données du logiciel de GMAO MARGO

2.3 Durée de validité du marché

A compter de sa date de notification valant bon de commande, le marché est valide jusqu'à la date de notification de la décision de réception des dernières prestations livrées au titre du marché conformément à l'article 6 du présent CCAP.

2.4 Montant du marché

Le montant HT et TTC du marché est mentionné dans l'Acte d'Engagement cité à l'article 1 *supra*.

Le montant de la taxe est donné à titre indicatif ; le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

Article 3. Modalités de détermination des prix

3.1 Nature des prix

Les prix sont forfaitaires et initiaux définitifs.

3.2 Unité monétaire

Les prix sont établis en euros.

3.3 Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est la date de la meilleure et dernière offre, soit le **XX/XX/XXXX**.

3.4 Régime des prix

Les prix sont fermes.

Article 4. Conditions de paiement

4.1 Avance

Aucune avance ne sera versée.

4.1.1 Définition des lots de livraison et de liquidation financière

L'ensemble des prestations constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière.

4.2 Conditions d'envoi des factures

4.2.1 Transmission par voie dématérialisée

Les articles L.2392-1 à L.2392-4 du CCP imposent aux titulaires et aux sous-traitants admis au paiement direct des contrats conclus par l'État de transmettre à l'administration leur facture sous format électronique.

Le titulaire qui le souhaite pourra prendre préalablement contact avec le service exécutant de la dépense (SDBFC/BEDEP), afin de garantir une bonne mise en œuvre du processus transmission des factures par voie dématérialisée, par mail à l'adresse suivante :

simmt-sdbfc-se.accueil.fct@intradef.gouv.fr

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro ». Le titulaire devra adresser sa facture par le biais du portail public de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>

L'État met à disposition des émetteurs de factures au travers de Chorus Pro les informations suivantes relatives au statut de traitement de leurs factures :

- 1° La mise à disposition du destinataire ;
- 2° La comptabilisation ;
- 3° Le rejet ;
- 4° La transmission du fichier de virement correspondant à la mise en paiement de la facture.

4.2.2 Mentions obligatoires

L'exemplaire original de la facture doit faire apparaître distinctement, outre les mentions légales (SIRET, numéro de compte bancaire (IBAN) identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement), et conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du marché auquel elle se réfère ;
- Le numéro d'Engagement juridique (E.J) du marché auquel elle se réfère ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le ou les numéros de postes, sous-postes, lots, numéro de nomenclature de la fourniture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement : D1816JM078
- Le numéro SIRET de l'État (11 0002011 000 44) ;
- L'établissement destinataire.
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total de la facture en euros HT et TTC ;
- Le ou les taux et montants de la TVA ;
- La mention du fondement juridique de l'exonération de la TVA le cas échéant ;
- Les références du compte bancaire du titulaire ;
- La mention de la domiciliation du titulaire ;
- Le n° identification TVA du titulaire ;
- La mention d'un avoir le cas échéant.

Les factures seront obligatoirement accompagnées de la preuve de prestation réalisée, matérialisée par la ou les décisions de réception, et le cas échéant de l'autorisation de livraison fractionnée ou anticipée.

4.3 Délai global de paiement

Lorsque la facture ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu par le rejet de la facture. Le Titulaire est informé du motif du rejet via CHORUS-pro et des éléments nécessaires à la mise en conformité de sa facture. Un nouveau délai de paiement commence à la réception de la facture mise en conformité.

Article 5. Délais

5.1 Délais

Les délais de la prestation sont de 120 jours.

5.2 Date de début d'exécution

Les délais sont décomptés à partir du 15 mai 2025 date de début d'exécution du marché.

5.3 Définition des délais

Les durées et les délais prévus au marché s'entendent périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire.

5.1 Prolongation du délai d'exécution - Sursis

Pour la mise en œuvre des stipulations de l'article 26 du CAC Armement, le titulaire devra faire la demande, accompagnée de tous justificatifs probants (notamment la date d'apparition de la cause avec ses pièces justificatives), au chef du bureau de la réglementation et de l'exécution des contrats (SIMMT/SDO/DDC/BREC).

La décision en matière de prolongation du délai d'exécution et de sursis sera prononcée par le Représentant.

Le silence conservé par l'administration pendant 2 mois à compter de la réception de la demande formulée par le titulaire vaut décision de rejet.

5.2 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel défini dans le marché est dépassé, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V * R / 1500$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base de la partie des fournitures en retard ;
- R = le nombre de jours de retard.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé à :

SIMMT/DIVCONTRATS/BREC

Chef de bureau

CS 30704

78013 Versailles Cedex

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

La décision en matière de pénalités sera prononcée par l'autorité signataire du marché ou ses représentants.

Article 6. Conditions d'exécution

6.1 Assurance qualité des fournitures (AQF)

L'assurance qualité des fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité ; ce processus est défini dans le CAC Armement (article 20).

6.1.1 Autorité responsable de l'AQF

L'autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures est le Bureau maîtrise du risque technologique et professionnel.

6.1.2 Exercice de l'AQF

Les dispositions générales relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées à l'article 20 du CAC Armement.

6.2 Livraison

6.2.1 Conditions et lieux de livraison

Toutes livraisons effectuées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison dressé distinctement pour chaque destination et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la date de livraison ;
- le lieu de livraison ;
- le numéro du marché
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées (numéro de nomenclature interarmées) et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- la quantité livrée ;
- la référence article et le code entreprise.

6.2.2 Prise en charge de la livraison

La livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bordereau de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire. Sur ce bordereau, le réceptionnaire devra apposer de façon claire et lisible, son identité, sa signature ainsi que le cachet de l'organisme réceptionnaire

6.3 Opérations de vérification

6.3.1 Opérations de vérification

Le déroulement des opérations de vérification est prévu conformément à l'article 29 CAC Armement. La SIMMT/SDO/domaine mobilité Génie (Structure Intégrée du Maintien en condition opérationnelle des Matériels Terrestre, sous-direction des opérations) s'assure que les prestations sont réalisées conformément aux modalités définies dans la composition détaillée des livrables et des prestations.

6.3.2 Autorité chargée de la décision et délai de notification de la décision

Conformément aux stipulations de l'article 31 du CAC Armement, le Représentant prononcera la décision et disposera du délai indiqué dans le tableau ci-dessous à compter de la date de présentation aux opérations de vérification pour notifier sa décision.

Par dérogation à l'article 30.1.1 du CAC Armement, le pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérification et la notification de la décision dans les délais mentionnés dans le tableau ci-après :

Livrables aux exigences de l'annexe techniques	Désignation livrable	Délais de réalisation de la prestation	Délais des opérations de vérification	Format
A Exigences générales	Compte-rendu de la réunion de lancement	15 jours	30 jours	PDF
	Compte-rendu de la réunion de clôture du marché	15 jours avant la clôture	30 jours	PDF
B Exigences liées à la prestation d'ECE fonction A	Délégation de la fonction C de l'ECE à la SIMMT	15 jours après l'audit de reconnaissance de capacité	30 jours	Papier
	Le titulaire garantit que les entités assurant les fonctions B, C et D par délégation est compétente et répond à toutes les exigences décrites dans l'Annexe II du règlement 19/779 ainsi qu'aux spécificités techniques du parc des wagons militaires.	15 jours après l'audit de reconnaissance de capacité	30 jours	Papier
	Le titulaire assure une veille réglementaire pour assurer la bonne exploitation du parc par les armées.	Après chaque évolution	15 jours	Informatique
C Exigences liées à la prestation d'ECE fonction B	Le titulaire conseille l'administration et apporte son aide au maintien du parc dans les normes applicables ainsi que sur le traitement des obsolescences et des faits techniques constatés.	Après chaque évolution	15 jours	Informatique
D Exigences liées au portail de GMAO	Fourniture d'un accès au Portail GMAO	immédiat	15 jours	Informatique
	A l'issue du marché, le titulaire transmet l'ensemble des données du parc contenues dans la GMAO ainsi qu'à toute autre entité désignée par l'administration.	15 jours avant la fin du marché	30 jours	Informatique

A l'issue des opérations de vérification, le Représentant prends **une décision de réception**, réception partielle, réception avec réserves, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 31 du CAC Armement. Cette décision est transmise au titulaire afin qu'il puisse procéder à l'envoi des factures.

Pour les prestations ne nécessitant pas d'épreuve technique après la livraison, le pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérification et la notification de la décision dans un délai de 15 jours. S'il ne notifie pas sa décision dans les 15 jours après la date de la livraison, les prestations sont réputées reçues

Durant le délai compris entre la date réelle de livraison et la date effective de réception, l'administration assumera à l'égard des fournitures stockées la responsabilité du dépositaire.

Par dérogation aux articles 31.6 et 31.7 du CAC Armement, l'absence de nouvelle décision du Représentant dans le délai de 30 jours vaut refus des observations du titulaire et emporte maintien de la décision initiale de réception avec réfaction ou de rejet. A l'issue de ce délai de 30 jours et dans le délai de 2 mois, le titulaire pourra

alors introduire une réclamation selon les formes prévues à l'article 84 du CAC armement et selon les modalités de l'article 10.5 du CCAP.

6.4 Forme des notifications et communications

Lorsque la notification du présent marché, des actes contractuels (actes modificatifs, ordres de service), des décisions, des observations ou des informations qui font courir un délai est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de l'envoi du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'horodatage délivré par l'application informatique. L'adresse électronique du titulaire indiquée dans le marché ou l'acte d'engagement fera foi. En cas de modification, le titulaire est tenu d'en informer le Représentant.

La responsabilité du titulaire est engagée et le délai court si :

- l'adresse qu'il a communiquée est inexistante,
- sa boîte mail est pleine,
- sa boîte classe la notification en spam.

Pour les notifications et communications sur support physique (voie postale, remise contre récépissé), la date de dépôt et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur l'accusé de réception postale ou le récépissé sont considérées comme celles de la notification.

En cas de groupement, la notification est transmise au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Article 7. Propriété intellectuelle

1.1. Propriété intellectuelle hors logiciels

Le présent marché est soumis aux stipulations du chapitre VII sous-chapitres 2 et 4 du CAC Armement visé à l'Article 1 du CCAP et relatif à la propriété intellectuelle applicable aux prestations des marchés de la défense portant sur des phases individuelles ou combinées de développement de production et de soutien en service.

1.2. Savoir-faire

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à la personne publique pour l'utilisation des résultats des prestations.

Les méthodes et le savoir-faire développés par le titulaire sont compris dans le marché.

1.3. Garanties contre les revendications des tiers

La garantie prévue à l'article 67 du sous-chapitre 2 du chapitre VII du CAC Armement n'est pas limitée au montant hors taxes du marché. Elle est limitée à la somme de X euros HT.

Article 8. Obligations particulières

8.1 Stipulations applicables en cas de travaux effectués dans un organisme de la défense

8.1.1 Clause relative aux mesures de sécurité pour l'accès aux sites militaires dans le cadre de l'exécution des marchés publics

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire du marché est tenu de se conformer au règlement intérieur et aux modalités d'accès du site visité et de se mettre en relation avec l'officier de sécurité concerné pour intervenir sur un site militaire conformément à l'article 6.2 du CAC Armement.

Pour accéder à une zone protégée, le titulaire du marché doit demander un contrôle primaire (CPr) auprès de la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD) y compris pour ses sous-traitants.

Les délais de retour d'avis du CPr sont, en moyenne, de 4 semaines (sauf investigations supplémentaires par l'enquêteur de la DRSD).

L'officier sécurité du site visité, au vu du CPr présenté par le titulaire du marché, peut accepter ou refuser l'entrée du personnel du titulaire du marché ou de ses sous-traitants dans sa zone protégée.

Si le personnel du titulaire du marché ou de ses sous-traitants doit être habilité pour un niveau SECRET ou TRES SECRET, le titulaire du marché est responsable de l'établissement d'un certificat de sécurité (du niveau de la mission) qu'il doit transmettre à l'officier sécurité du site visité.

Pendant toute la durée de l'exécution du marché, l'administration se réserve le droit, sans en justifier les motifs, de demander le remplacement d'un personnel qui ne répondrait pas aux critères de sécurité des services de la protection du secret de la défense nationale ou qui aurait contrevenu au règlement intérieur.

8.1.2 Prévention et conditions de travail

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

Le titulaire souscrit une police d'assurance couvrant les risques dont il pourrait être tenu responsable dans les conditions du droit commun notamment dans ses interventions au sein des installations de l'administration.

Le titulaire établit obligatoirement un plan de prévention préalable avec le chargé de prévention de chaque site où il est chargé d'intervenir.

Le personnel du titulaire respecte le code du travail et est détenteur des habilitations techniques pour employer les équipements nécessaires.

Le titulaire est responsable des matériels qu'il entrepose sur un site de l'administration.

8.2 Protection des données à caractère personnel (RGPD)

La réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel désigne le Règlement européen n° 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (dénommé ci-après « RGPD »), et toute réglementation relative aux traitements de données personnelles applicable pendant la durée du marché, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, désignés ci-après « réglementation applicable ».

L'ensemble des termes suivants sont définis à l'article 4 du RGPD :

- Constitue un « responsable du traitement » : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. » ;

- Constitue un « sous-traitant » : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement. ».

Au sens du RGPD (article 28), lorsque le « sous-traitant » recrute un autre sous-traitant, ce dernier est un prestataire de second rang comme le sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Est « sous-traitant du sous-traitant » celui qui est recruté par le « sous-traitant » pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques pour le compte du « responsable du traitement ».

- - Traitement des données à caractère personnel lorsque chaque partie est qualifiée de « responsable de traitement »

Au sens de la disposition ci-dessous, le traitement des données à caractère personnel ne fait pas partie de l'objet même du marché.

À des fins de gestion administrative du marché, chaque partie est amenée à traiter les données à caractère personnel de l'autre partie. Pour le traitement desdites données qu'elle effectue, chaque partie est qualifiée de « responsable de traitement » au sens de la réglementation applicable et s'engage à respecter cette dernière.

À cet égard, pour se conformer à l'article 14 du RGPD, chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie la mention d'information pour que cette dernière la communique aux personnes concernées.

Article 9. Garanties

9.1 Garanties des prestations

9.1.1 Garanties techniques

La garantie technique est une garantie de bon fonctionnement, qui s'exercera dans les conditions de l'article 34.2.2 du CAC Armement. Elle constitue une obligation de résultat.

9.1.2 Délais de garantie de bon fonctionnement

Les délais de garantie sont ceux fixés à l'article 34.2.2.2 du CAC Armement.

9.1.3 Délai de remise en état

La remise en état du matériel devra être achevée dans un délai maximal de 30 jours à compter de la date de prise d'effet de l'appel en garantie, sauf accord particulier entre l'administration et le titulaire.

Article 10. Clauses administratives diverses

10.1 Identité des personnes ayant reçu délégation de signature pour avoir la qualité de Représentant

Au sein de la SIMMT, les personnes ayant reçu délégation nominative de signature en qualité de Représentant sont désignées par décision publiée au journal officiel et sur le site Internet www.achats.defense.gouv.fr

10.2 Adresses des points de contact

- pour le chef du BREC de la SIMMT/SDO/DDC :

- adresse électronique : simmt-sdc-charge-aff.fct@intradef.gouv.fr

- adresse postal :

**SIMMT/SDO/DDC/Chef du BREC
CS 30704
78013 Versailles Cedex**

10.3 Résiliation

10.3.1 Résiliation aux torts du titulaire

Outre la procédure de résiliation qui sera entamée, le titulaire s'engage expressément à faire parvenir à la SIMMT/SDO/DDC/Bureau des marchés dans le délai maximal de trente jours à compter du constat de cet abandon toutes les spécifications techniques, plans de fabrication et notamment la raison sociale du fabricant pour les fournitures sous-traitées, permettant leur réalisation par l'administration.

10.3.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cadre de la résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 36 du CAC Armement, il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de la partie de l'indemnité relative à la part des dépenses éventuellement engagée pour le marché et strictement nécessaire à son exécution qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, dans un délai de 15 jours après la notification du préavis de résiliation du marché. La décision de résiliation mentionnera, le cas échéant, le montant de l'indemnité de résiliation par application des stipulations de l'article 36.2-b-2° à 5° du CAC Armement.

10.3.3 Décompte de résiliation

Par dérogation aux articles 11.6 et 35.4 du CAC Armement, lorsque le marché est résilié, la notification du décompte de résiliation au titulaire survient après que l'administration a opéré le solde dudit marché.

10.4 Opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire

Tout opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser à la SIMMT/DDC/BRC, dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

10.5 Recours gracieux et amiables

Le titulaire et le Représentant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux décisions susceptibles d'un recours administratif / d'une réclamation qui doit faire l'objet de la part du titulaire d'un mémoire de réclamation selon la forme exigée à l'article 84 du CAC Armement.

Les délais et voies de recours figurent dans les décisions du Représentant. En l'absence de mention des voies de recours dans les décisions, le titulaire dispose d'un délai de deux mois suivant la notification de la décision pour soumettre ses observations dans un mémoire en réclamation auprès du chef du BRC, sous peine de forclusion.

A la réception dudit mémoire en réclamation, le service compétent de la SIMMT instruira la demande. A l'issue de l'instruction, une décision définitive est notifiée. Par dérogation à l'article 84.1 du CAC Armement, celle-ci est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai maximum de 2 mois.

Ce délai de recours est interrompu, conformément à la réglementation en vigueur, lorsque le titulaire saisit une autorité administrative de règlement amiable des litiges. Les parties peuvent en effet, à tout moment, recourir à un comité consultatif conformément aux dispositions de l'article R.2397-1 du Code de la commande publique

Dans tous les cas, le silence conservé par l'administration pendant 2 mois vaut décision de rejet de tout recours, réclamation ou demande formulé par le titulaire.

A l'issue de ce délai, et par dérogation à l'article 84.1 du CAC Armement, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour contester la décision de rejet tacite devant le tribunal compétent, sans préjudice des stipulations de l'article 84 du CAC Armement relatives à l'intervention du comité consultatif de règlement amiable et à la médiation du MINARM.

10.6 Tribunal compétent

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal administratif compétent est celui de Versailles (78000), 56 avenue de Saint-Cloud.

Annexe I. Échéanciers de demande d'acomptes et de paiement partiel définitifs
--

Échéancier de demande d'acomptes concernant les entreprises non-PME ou les PME optant pour la périodicité trimestrielle du versement des acomptes

Délais de livraison ¹	Acompte T0 ² +90 jours	Acompte T0 ² +180 jours	Acompte T0 ² +270 jours
De 31 à 120 jours	60%		

I. Objet du besoin

La SIMMT est détentrice des wagons du service militaire des chemins de fer (SMCF). A ce titre, elle répond aux obligations du Règlement d'exécution (UE) 2019/779 de la Commission du 16 mai 2019 établissant des dispositions détaillées concernant un système de certification des entités chargées de l'entretien des véhicules.

Celui-ci prévoit quatre fonction d'entité en charge d'entretien (ECE) détaillées ci-dessous :

- L'encadrement (ou gestion) pour laquelle la certification est obligatoire dite fonction A;
- Le développement (suivi et évolution du plan de maintenance) dite fonction B;
- La gestion de l'entretien de la flotte (suivi des véhicules pour les retirer de l'exploitation et les remettre en circulation après exécution des opérations d'entretien) dite fonction C;
- L'exécution de l'entretien dite fonction D.

La fonction C est assurée par la SIMMT et la fonction B est l'objet du marché vivant 17 01 040. Les fonctions A et B sont assuré par le titulaire du marché vivant 19 01 060 à échéance au 14/05/2025.

Le présent marché a pour objet les prestations d'ECE fonction A et B dans l'attente de la notification du marché en cours de renouvellement.

II. Nature du besoin :

A. Exigences générale

- Le titulaire désigne une personne chargée de l'ensemble de la mise en œuvre de la prestation.
- Au début du marché, le titulaire organise une réunion de mise au point technique et de partage de RETEX de la flotte dans ses locaux. Le titulaire rédige et diffuse le compte-rendu de cette réunion.
- En fin de marché, le titulaire organise dans ses locaux une réunion de clôture du marché. Le titulaire rédige et diffuse le compte-rendu de cette réunion.

B. Exigences liées à la prestation d'ECE fonction A

- Le titulaire assure la fonction A de l'ECE en respectant les exigences décrites dans l'Annexe II paragraphe I du règlement 19/779.
- La prestation de la fonction A de l'ECE est commandée par BDC.
- Le titulaire désigne une personne en charge de la fonction A de l'ECE auprès de l'administration.
- Le titulaire garantit que les entités assurant les fonctions B, C et D par délégation est compétente et répond à toutes les exigences décrites dans l'Annexe II du règlement 19/779 ainsi qu'aux spécificités techniques du parc des wagons militaires. Le titulaire réalise les audits réglementaires si nécessaire.
- Le titulaire délègue à la SIMMT la fonction C de l'ECE.
- Le titulaire assure une veille réglementaire pour assure la bonne exploitation du parc par les armées.

C. Exigences liées à la prestation d'ECE fonction B

- Le titulaire assure la fonction B de l'ECE en respectant les exigences décrites dans l'Annexe II paragraphe II du règlement européen 19/779.
- Le titulaire désigne une personne en charge de la fonction B de l'ECE auprès de l'administration.
- Le titulaire conseille l'administration et apporte son aide au maintien du parc dans les normes applicables ainsi que sur le traitement des obsolescences et des faits techniques constatés.

- La prestation de fonction B de l'ECE est commandée par BDC.

D. Exigences générales liées au portail de GMAO

- Pour permettre aux référents des fonctions C et D d'assurer leur mission, le titulaire leur fournit un accès permanent au logiciel de GMAO MARGO, via internet.
- L'outil de GMAO MARGO du titulaire est en français.
- L'outil de GMAO MARGO est accessible par une connexion internet à partir des logiciels détenus par l'administration (Microsoft Edge, Mozilla Firefox) mais n'est pas référencé dans les moteurs de recherche du domaine public.
- L'outil de GMAO est disponible durant les heures ouvrables.
- La prestation d'accès au portail de GMAO MARGO est commandée par BDC.
- A l'issue du marché, le titulaire transmet l'ensemble des données du parc contenues dans la GMAO ainsi qu'à toute autre entité désignée par l'administration.